

ENTRE NOUS

bulletin des communistes de Roissy en Brie

PCF
Parti communiste français

**FRONT
DE GAUCHE**



TSCG
*Sarkozy, Chirac, Giscard
et Debré censurent le
référendum !*

François Hollande l'avait annoncé. Il s'en remettrait "aux sages" pour statuer sur le TSCG. Il espérait, en utilisant cette procédure, s'éviter un débat national sur la question de la dette. Il souhaitait absolument une ratification parlementaire simple qui n'oblige pas à l'obtention d'une majorité des 3/5e. Il ne souhaitait surtout pas d'un référendum.

Au premier abord, la procédure utilisée semble "normale", à l'image de notre nouveau président. Pourtant, elle ne l'est pas, loin de là. Car le TSCG transforme en profondeur le lien économique de la France à l'UE, car le TSCG organise des renoncements de souveraineté budgétaire colossaux. Il suffit de [lire ce traité](#) pour en être convaincu.

En situation "normale" on aurait même pu considérer que François Hollande prenait un risque considérable en demandant au conseil constitutionnel de statuer sur la constitutionnalité de ce traité. Mais dans les faits le président n'en prenait aucun car les membres du conseil constitutionnel sont de farouches partisans de l'austérité, des défenseurs assidus du libéralisme économique, des accrocs au dernier stade des privatisations et de la casse des services publics. Son président n'est autre que Jean-Louis Debré, ses membres de droit [Sarkozy, Chirac et VGE !](#)

Certains rétorqueront que nous poussons le bouchon un peu trop loin : Sarkozy n'ayant pas pris part au vote. Et pour quelle raison n'a-t-il pas pris part au vote ? Parce qu'il est **juge et partie** et donc mécaniquement [exclu du scrutin](#) des sages de droite. Il n'en demeure pas moins que Sarko n'a pas eu à vraiment forcer son talent de persuasion pour convaincre ses amis conservateurs à autoriser une ratification vite fait bien fait du désormais célèbre traité Merkozy.

Puisque le TSCG consacre l'idéologie libérale et son mythe de la dette pour contraindre les Etats à abandonner aux spéculateurs privés ce qu'il reste de la puissance publique. Le rêve ultime de la droite française et européenne.



Car la dette n'est rien d'autre qu'un bluff géant, un mensonge si énorme que tout le monde finit par y croire. Pour bien le comprendre, il suffit d'examiner la manière dont les dettes souveraines sont calculées : On rapporte la richesse produite en une seule année à toutes les dettes accumulées depuis plusieurs décennies ! Du jamais vu en matière de calcul de taux d'endettement ! Imaginez un instant que l'on procède de la même manière avec un ménage. Plus aucune accession à la propriété ne serait possible. Le moindre achat d'une voiture bas de gamme deviendrait un luxe exceptionnel. Démonstration :

Vous empruntez 100 000 € pour acheter votre petit chez vous, votre crédit durera 20 ans, vous gagnez 24 000 € par an.

Votre mensualité de remboursement sera de 654 €.



Votre mensualité de 654 € rapportée à vos 2000 € de revenus mensuels (24 000 divisés par 12) vous endette à hauteur de 32,7%.

C'est pas mal déjà, mais ça passe encore...

Utilisons maintenant le mode de calcul des accrocs aux privatisations et à la casse des services publics. Les 100 000 € empruntés ne sont plus divisés par 20 ans, la durée de votre crédit. Il se rapporte simplement à vos 24000 € annuels, votre PIB à vous...

C'est ainsi que votre taux d'endettement passe automatiquement à 416% ! Oui, vous lisez parfaitement ! C'est ainsi que vous serez surendetté, que vous serez dans l'obligation de vendre tous vos biens pour faire face à vos créanciers, de travailler sans fin jusqu'à 67 ans, de cumuler 2 voire 3 boulots. Bref, ce sera l'austérité pour vous et votre famille !

Mais ces mêmes libéraux ne disent-ils pas partout qu'un état doit gérer son économie comme un bon père de famille ? Prenons-les aux mots ! Alors, la dette souveraine de la France ne serait plus de 90% de son PIB (1900 milliards de création de richesse par an rapportés à 1700 milliards d'emprunts totaux) mais d'à peine 13%.



Car l'échéance moyenne de la dette française est de 7 années. Il convient alors de diviser les fameux 1700 milliards de dette par 7 comme on a divisé vos 100 000 € de prêt immobilier par 20 années de remboursement !

Alors oui, la dette est bien un **bluff géant**, inventée de toutes pièces à la fin des années 70 par les idéologues de la politique monétaire de l'offre dans le seul et unique but de s'attaquer au derniers marchés jusque là protégés : la défense, la justice, la santé, l'éducation...

Le François d'aujourd'hui ne suit pas vraiment les pas d'un autre François bien qu'il ait cherché à l'imiter durant toute la campagne des présidentielles. Car s'il suivait vraiment les pas du François d'hier, il organiserait un grand débat national dont l'aboutissement normal serait **un référendum**.

Il faut donner à la BCE un autre rôle que celui de veiller jalousement au bien-être de la rente, il convient d'abord et d'urgence de refuser les politiques d'austérité et leur nouvelle règle d'or budgétaire :

« Avant de garantir les services publics les plus essentiels à la population, ils garantissent les bénéfices des banques ! »

FÊTE DE l'Humanité



La prochaine Fête de l'Humanité se tiendra quatre mois seulement après qu'une majorité de notre peuple ait décidé de tourner la page du pouvoir sarkozyste. Elle va donc constituer un événement déterminant de débats et d'actions pour que la gauche réponde aux espoirs qui viennent de se lever.

